

Heureux qui comme Ulysse

Le pionnier du fédéralisme anglais JOHN PINDER écrivait à propos d'ALTIERO SPINELLI: «On ne peut programmer un génie politique, mais on peut tenter de le comprendre afin de mieux poursuivre son oeuvre.» Que les 375 dossiers d'archives déposés à l'Institut par la famille et les proches collaborateurs d'ALTIERO SPINELLI permettent jamais aux érudits de résoudre l'énigme que pose une personnalité aussi séduisante que contestée, rien n'est moins sûr. Démiurge et prophète à la fois, cet 'Européen subversif' n'aimait-il pas se comparer à Ulysse (il adopta ce pseudonyme dans la clandestinité) pour avoir, tel le héros d'Homère, longtemps erré sur le chemin semé d'embûches menant aux portes de la Fédération européenne? Le fonds documentaire déposé aux Archives historiques permet toutefois de retracer les vicissitudes du combat politique que mena le grand fédéraliste italien hors des sentiers battus, pour atteindre ce qui fut son Ithaque: une Europe délivrée des préjugés nationaux et assise sur des institutions démocratiques.

Né en 1907 dans une famille de la moyenne bourgeoisie romaine, ALTIERO SPINELLI fut, dès sa prime jeunesse, le témoin de l'Europe des antagonismes et des déchirures. Il vécut la crise des partis politiques traditionnels, saisit leur incapacité de lutter contre le fascisme et assista à la défaite de la démocratie. C'est cette prise de conscience précoce qui l'amena, à 17 ans, à adhérer au Parti communiste. De 1924 à 1927, Spinelli mena la vie mouvementée d'un 'révolutionnaire professionnel' comme responsable de l'organisation de jeunesse du parti clandestin, avant d'être arrêté à Milan le 3 juin 1927.

Condamné à 16 ans et 8 mois de prison par le tribunal spécial de Défense de l'Etat pour activités subversives, le jeune SPINELLI subit alors une longue suite de péregrinations carcérales qui le conduisirent de Rome à Lucques, Viterbe, Civitavecchia et enfin Ventotene. Ces seize années de relégation lui permirent d'approfondir sa réflexion politico-philosophique. Elles se soldèrent par une totale remise en question de ses idéaux et de ses attaches sentimentales. Ce fut à cette époque que SPINELLI abandonna le Parti communiste et qu'il découvrit le fédéralisme. Ce fut également à Ventotene qu'ALTIERO rencontra celle qui devait devenir à la fois sa compagne et sa collaboratrice la plus fervente, URSULA HIRSCHMANN.

Durant l'hiver 1941-1942, le fruit de ses réflexions fut consigné dans le Manifeste pour une Europe libre et unie que SPINELLI co-rédigea avec un petit groupe de confinés d'où émergeaient les personnalités d'EUGENIO COLORNI et d'ERNESTO ROSSI. Ouvrage précurseur, diffusé sous le manteau, le Manifeste souhaitait offrir une

solution à la crise des Etats-Nations qui affectait le vieux continent en proposant de leur substituer la Fédération européenne.

Libéré en août 1943, SPINELLI engagea l'action dans deux directions indissociables à ses yeux: le combat pour le rétablissement de la démocratie politique en Italie et celui pour la fédération européenne. Dès le 27 août il fonda le Mouvement fédéraliste européen (MFE) à Milan. C'est dans la résistance qu'il trouva ses premiers adeptes, en Italie avec LEO VALIANI, GUGLIELMO USELLINI, GIORGIO BRACCIALARGHE, MARIO ALBERTO ROLLIER et LUCIANO BOLIS, mais aussi en Allemagne, en Suisse, en France. Le 8 septembre, SPINELLI se réfugia en Suisse où il organisa (à Genève) les premières réunions fédéralistes dont les résolutions constituèrent la base de plusieurs programmes de la Résistance



européenne, principalement en France. Appelé par VALIANI au secrétariat politique du Parti d'action pour la Haute Italie (Milan) il offrit ensuite sa plume durant quelques mois à la résistance. En mars 1945, le conflit finissant, il devait être le maître d'oeuvre de la première conférence fédéraliste internationale réunie à Paris. Y participèrent, entre autres intellectuels illustres, ALBERT CAMUS, GEORGES ORWELL, EMMANUEL MOUNIER et ANDRÉ PHILIP.

Si les années 1946-1948 constituèrent une parenthèse dans l'engagement fédéraliste de SPINELLI (il fit alors scission du Parti d'Action pour créer avec La Malfa et Parri l'éphémère Mouvement pour la démocratie répub-

licaine qu'il devait d'ailleurs abandonner à la veille des élections pour la Constituante pour assumer la direction de l'ARAR) celle-ci devait être de courte durée. Dès août 1947 on le retrouvait au congrès de l'Union européenne des fédéralistes à Montreux, où il encouragea le Mouvement naissant à saisir l'occasion offerte par la vague portante du Plan Marshall pour jeter les fondements de l'unification européenne. A l'occasion du congrès européen de La Haye (mai 1948), il exhortait déjà les fédéralistes de tous bords à transformer ce forum en une Assemblée constituante.

Si la déclaration de SPINELLI à l'égard de la déclaration SCHUMAN (9 mai 1950) resta empreinte d'un optimisme modéré, ce fut avec enthousiasme que le secrétaire du MFE accueillit le plan Plevén en faveur d'une Communauté européenne de Défense. L'invasion communiste



Ernesto Rossi, Altiero Spinelli e Luigi Einaudi en 1948

en Corée, la montée des périls de la Guerre froide l'avaient convaincu de l'intérêt d'adhérer à un projet visant à créer une armée européenne, pourvu que celle-ci fut accompagnée de la mise en place d'un véritable pouvoir politique européen. Cette intuition prit corps avec la pétition en faveur de la convocation d'une Assemblée constituante européenne chargée de renforcer les futures structures de la CECA et de la CED; la pétition recueillit l'adhésion du président du Conseil des ministres italien ALCIDE DE GASPERI, lequel fit insérer dans le traité CED le fameux article 38 prévoyant: «La création d'une Assemblée de la Communauté européenne de Défense, élue sur des bases démocratiques ayant pour mandat d'étudier et de projeter une autorité politique européenne.» On connaît le sort qui fut réservé au projet de traité instituant la communauté politique par l'Assemblée nationale française: elle le torpilla en même temps qu'elle rejetait le traité CED le 30 août 1954. SPINELLI, bien que déçu par les résultats de la négociation CED, se replongea aussitôt dans la bataille pour l'Europe fédérée. Multipliant les contacts avec MONNET et SPAAK le secrétaire du MFE prépara l'une des provocations dont il avait le secret. Alors que se déroulaient les négociations de Messine et de Venise, il lança la campagne du 'Congrès du peuple européen'. L'action visait à mobiliser, à la base, les institutions locales, les personnalités influentes du monde culturel et politique et les simples citoyens en vue de l'élection de délégués à un Congrès constituant européen. Si le

CPE enregistra quelques succès en Italie où il parvint à impliquer des personnalités telles que NORBERTO BOBBIO, MARIO ALBERTINI et ADRIANO OLIVETTI, l'initiative perdit rapidement le caractère attractif et spontané qui avait amené plus de 500 000 personnes à voter en faveur de la Constituante à Ostende en décembre 1960.

Après cet échec, SPINELLI médita longuement sur la ligne à suivre pour persévérer dans son rêve de condottiere solitaire. Au début des années soixante, mesurant le chemin parcouru, il prit du recul, abandonnant pour un temps l'action militante pour fourbir d'autres armes et emprunter d'autres tribunes, telles que la Johns Hopkins University de Bologne, le Comité italien pour la Démocratie européenne (CIDE) ou l'Institut des Affaires internationales (IAI) où il dirigea des études sur le rôle de l'Italie dans la Communauté. Ce fut également à cette époque qu'il offrit sa collaboration et son expertise au ministre des Affaires étrangères PIETRO NENNI en qualité de conseiller aux Affaires européennes.

En juillet 1970, une nouvelle phase des pérégrinations d'Ulysse s'ouvrit lorsqu'il débarqua à Bruxelles pour assumer la charge de Commissaire européen. SPINELLI avait été de longue date impressionné par la théorie du spill over que les institutions communautaires représentaient, selon laquelle toute avancée dans le processus d'intégration paraissait rendre l'étape suivante inéluctable; il voyait également en la Commission un podium d'où il pourrait diffuser ses idées sans se confiner dans le rôle frustrant de simple 'conseiller du prince'. Mais si le grand fédéraliste italien admirait l'imagination et la capacité de conviction de JEAN MONNET, son tempérament le portait à rejeter le modèle 'fonctionnaliste' cher à 'l'Inspirateur'. SPINELLI partageait la vision critique gaullienne du modèle monnettiste, qu'il jugeait privé de légitimité politique et démocratique. Il n'adhérait donc aux mécanismes communautaires que pour y introduire des 'réformes incompatibles'. SPINELLI n'entra dans la Commission que pour mieux la subvertir. C'est pourquoi il ne tarda pas à être perçu par ses collègues, membres du Collège, comme un Commissario scomodo.

En charge de la politique industrielle, le nouveau commissaire ne convainquit guère. Les industriels se méfiaient de lui, soit parce qu'ils le considéraient comme un homme de gauche, soit parce qu'ils lui reprochaient la franchise et la brutalité avec laquelle il rejetait leurs demandes de protection ou de traitements spéciaux. Les Français le trouvaient trop libéral, les Allemands le suspectaient d'être dirigiste. En fait, la notion même de politique industrielle était étrangère à sa culture économique. Ne disposant que d'une connaissance théorique du monde des affaires, le système complexe d'interventions indirectes, de dialogue permanent qui représente une grande part de l'action des gouvernements en matière industrielle lui répugnait. Sa méfiance envers le corporatisme, forte à l'égard des industriels, devint vite obsessionnelle dans les rencontres souvent con-

flictuelles, que SPINELLI eut à cette époque avec les organisations syndicales.

Parmi les responsabilités confiées à son portefeuille SPINELLI s'intéressa davantage à la recherche et à la technologie. Fondamentalement positiviste, il croyait au progrès et en l'importance de la science. Il consacra une part importante de son énergie à faire en sorte que la Communauté sorte, dans le domaine scientifique, des limites imposées par le Traité de l'Euratom. Sa présence à ce poste clé ne fut pas étrangère à la relance des négociations qui devaient aboutir à la convention de 1972 portant création de l'Institut universitaire de Florence. Mais c'est sans doute hors de la sphère de ses compétences propres qu'il laissa l'empreinte la plus durable. Son action fut déterminante pour empêcher que la Commission ne mit un terme à la politique d'ostracisme envers les colonels grecs. Il fut le premier commissaire à critiquer ouvertement les excès de la politique agricole commune. En dépit de ces résultats, SPINELLI n'était guère à son aise à la Commission, il était difficile pour le visionnaire de s'insérer dans le lent processus législatif de la Communauté. Il aurait souhaité voir la Commission mener bataille en faveur d'une grande réforme institutionnelle. Il voulait qu'elle forgeât une grande alliance avec le faible Parlement européen. Bien résolu à aller de l'avant sur la voie de l'Union européenne il jugeait sur ce point ses collègues pusillanimes et timorés: «Nous devrions chasser les lions alors qu'ils cherchent des alouettes.»

Aussi lorsqu'en 1976, l'occasion s'offrit à SPINELLI de quitter la Commission pour entrer au Parlement européen, c'est avec un soulagement non dissimulé qu'il se fit élire comme apparenté au groupe communiste italien. Le grand fédéraliste livra alors sa dernière bataille, cherchant à transformer l'Assemblée de Strasbourg en une machine de guerre pour un bouleversement radical des institutions européennes grâce notamment à ce qui allait constituer le point d'orgue de son action: le projet d'Union européenne, adopté en 1984.

Ce projet de 'Traité-Constitution' devait être, grâce à la détermination et au sens du compromis d'ALTIERO, le fruit de l'initiative collective du club intergroupes du Crocodile d'abord, du travail d'élaboration de la commission Institutionnelle ensuite avant d'être adopté par le Parlement tout entier. Grâce à l'étendue et à la qualité de ce consensus parlementaire, ALTIERO SPINELLI, de concert avec le Président PFLIMLIN, put intervenir auprès des représentants des gouvernements siégeant au sein du Comité Dooge et plus tard auprès de la conférence intergouvernementale pour la révision des traités européens.

Les résultats ne furent pas ce que SPINELLI et le Parlement avaient souhaité : Ulysse était battu mais sa défaite était glorieuse. Certes, comme il le pressentait dans l'une de ses interventions les plus célèbres à l'Assemblée de Strasbourg le 14 septembre 1983, du grand poisson qu'il avait - comme le vieux pêcheur

d'HEMINGWAY - capturé, les myopies nationales n'avaient laissé rentrer au port qu'une misérable arête. Il n'empêche que sans son initiative, ce qu'il appelait 'la souris ridicule' : l'Acte unique, n'aurait peut-être jamais vu le jour. La conclusion décevante et réductrice donnée par la conférence intergouvernementale appelée à réformer les traités de Rome avait de quoi décourager. Le vieil homme, fatigué, n'avait pourtant pas désarmé. Déjà touché par la maladie qui n'allait pas tarder à l'emporter, il avait recommencé à tisser les fils de son action. Il avait repris la lutte au sein du Parlement européen. Il nouait la trame d'une nouvelle initiative fondée sur la conviction que le développement de la construction européenne ne pouvait être confiée aux gouvernements, que la voie démocratique de l'union européenne devait



Altiero Spinelli e Ursula Hirschmann à Berlin en 1963

se fonder sur le rôle constituant du Parlement européen et sur la création d'un puissant mouvement d'opinion. Il comptait pour cela sur la mobilisation des forces fédéralistes et démocratiques qui devraient organiser des référendums consultatifs pour que la prochaine élection européenne fut celle d'un parlement investi d'un mandat constituant.

SPINELLI s'éteignit le 23 mai 1986 à Rome. Ulysse avait rejoint Ithaque. Anticonformiste et rebelle, le grand fédéraliste européen avait mené sa militia super terram comme le héros individualiste et solitaire pour tenter d'infléchir le cours des choses. Sans doute l'Europe, telle qu'elle est aujourd'hui gouvernée, apparaît-elle encore trop souvent aux antipodes de celle qu'il prônait; il n'en a pas moins laissé à tous les partisans de la cause européenne un admirable exemple et un formidable message d'espoir. A l'idée d'une Europe fédérée et démocratique, ALTIERO SPINELLI est resté fidèle toute sa vie. Il savait que l'objectif final, les Etats-Unis d'Europe, ne pourrait pas être atteint à bref délai, mais il a lutté avec opiniâtreté pour que des progrès dans cette direction soient réalisés. Il nous a appris que la force d'une idée réside en sa capacité de resurgir - plus forte - après chaque défaite.

ANDREA BECHERUCCI et JEAN-MARIE PALAYRET